

**N° 4583<sup>2</sup>****CHAMBRE DES DEPUTES**2<sup>e</sup> Session extraordinaire 1999**PROJET DE REGLEMENT  
GRAND-DUCAL****concernant les équipements hertziens et les équipements terminaux de  
télécommunications et la reconnaissance mutuelle de leur conformité**

\* \* \*

**AVIS DE LA CHAMBRE DE COMMERCE**

(10.9.1999)

Par sa lettre du 16 juin 1999, Monsieur le Ministre de l'Energie a bien voulu saisir la Chambre de Commerce pour avis du projet de règlement grand-ducal sous rubrique.

Le présent projet de règlement grand-ducal entend établir un cadre réglementaire pour la mise sur le marché, la libre circulation et la mise en service des équipements hertziens et des équipements terminaux de télécommunications. Il a pour objet de transposer en droit national la directive 1999/5/CE du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 1999 concernant les équipements hertziens et les équipements terminaux de télécommunications et la reconnaissance mutuelle de leur conformité.

Par rapport au cadre réglementaire actuellement en vigueur, tel qu'il apparaît dans le règlement grand-ducal du 23 avril 1997 relatif aux équipements terminaux de télécommunications et aux équipements de stations terrestres de communications par satellite, incluant la reconnaissance mutuelle de leur conformité, le présent projet de règlement grand-ducal vise à étendre le champ d'application de manière à couvrir aussi les équipements hertziens et à englober les nouveaux types d'équipements inédits et les produits futurs.

La Chambre de Commerce se félicite de la souplesse de ce nouveau cadre réglementaire unique qui devrait faciliter de l'appliquer aux services offerts par les nouveaux exploitants de réseaux et les nouveaux points de terminaison.

Par ailleurs, elle approuve l'introduction du nouveau régime simplifié pour l'évaluation de la conformité qui remplace l'actuel système d'homologation. Selon les auteurs du projet de règlement grand-ducal, l'élément nouveau dans le régime proposé est l'application d'un système de responsabilité similaire à celui de la loi du 21 avril 1989 relative à la responsabilité civile du fait des produits défectueux. Ainsi, les dispositions proposées devraient être adaptées à l'évolution d'un marché au sein duquel les équipements de télécommunications deviendront de véritables produits de consommation.

La simplification des procédures d'évaluation de la conformité passe par une responsabilité accrue incombant au fabricant des équipements. Selon l'exposé des motifs du présent projet de règlement grand-ducal, le principe retenu consiste à prendre les procédures d'évaluation de la conformité les plus légères qui existent dans le cadre de l'approche globale en matière d'essais et de certification. En ce qui concerne les équipements hertziens, l'évaluation de la conformité repose sur les principes du contrôle interne de la fabrication.

Aux yeux de la Chambre de Commerce, cette simplification est à saluer au vu des procédures d'évaluation de la conformité actuelles fastidieuses et coûteuses.

Par ailleurs, les auteurs du projet de règlement grand-ducal ont proposé une simplification du marquage. Selon l'exposé des motifs, les équipements de télécommunications conformes porteront le marquage „CE“ uniquement lorsqu'il s'agit d'équipements non hertziens et le marquage „CE“ suivi du numéro d'un organisme notifié s'il s'agit d'équipements hertziens. La Chambre de Commerce souscrit à cette simplification supplémentaire.

Les auteurs précisent par ailleurs que le Ministère des Communications est l'autorité de surveillance, que l'Institut luxembourgeois des Télécommunications est l'autorité responsable de la gestion des fréquences et que le Service de l'Energie de l'Etat est l'autorité de contrôle comme cela est actuellement le cas dans le cadre du règlement grand-ducal du 23 avril 1997 précité.

La Chambre de Commerce constate que le texte proposé reprend pratiquement textuellement la directive 1999/5/CE du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 1999 précitée. En effet, les articles 1 à 14 du présent projet de règlement grand-ducal correspondent aux articles 1 à 12 ainsi qu'aux articles 18 et 20 de la directive. Les articles 13 à 17 ainsi que l'article 19 de la directive ne sont pas concernés par la transposition en droit national.

Le projet de règlement grand-ducal inclut 7 annexes qui reprennent les équipements non visés par la présente réglementation (annexe I), les différentes procédures d'évaluation de la conformité (annexes II à V), les critères minimaux à appliquer par les Etats membres dans la désignation des organismes notifiés (annexe VI) et les dispositions relatives au marquage des équipements (annexe VII).

En guise de conclusion, la Chambre de Commerce voudrait rappeler qu'elle est favorable à la directive 1999/5/CE du fait qu'elle permet d'étendre le champ d'application de la procédure de „guichet unique“ aux équipements hertziens ainsi qu'aux nouveaux types d'équipements, ainsi que la mise en place d'un régime simplifié pour l'évaluation de la conformité et pour le marquage.

\*

Après consultation de ses ressortissants, la Chambre de Commerce peut dès lors approuver le projet de règlement grand-ducal sous rubrique.